

OGE C DE L'ESTRAN

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 32 route de Quimper 29200 BREST
N° SIREN : 777 509 043

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 juillet 2025

OGEC DE L'ESTRAN

32 route de Quimper
29200 BREST

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 juillet 2025

A l'assemblée générale de l'OGEC de l'ESTRAN,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC de l'Estran relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} août 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par son conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 9 décembre 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT BRETAGNE

Elodie GUEGUEN
Associée

Signé par Elodie Gueguen
Le 9 déc. 2025

Elodie Gueguen

doc_2ZGW
tx_aOy8q97WkEIQ

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe



		2023/2024	2024/2025		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
ACTIF	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	14 982	189 151	160 532	28 619
	Autres immobilisations incorporelles	8 160	45 573	38 047	7 526
	Immobilisations incorporelles	23 142	234 724	198 580	36 145
	Terrains	334 427	641 897	317 529	324 368
	Constructions et aménagements	13 827 677	36 084 366	22 418 966	13 665 400
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	980 229	4 684 882	3 814 206	870 676
	Mobilier et matériel de bureau	59 000	326 384	254 550	71 834
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	418 765	1 464 090	951 288	512 802
	Immobilisations corporelles en cours	289 791	1 624 611		1 624 611
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	15 909 888	44 826 230	27 766 539	17 069 691
	Participations et créances rattachées	3 049	3 049		3 049
	Autres titres immobilisés	453	453		453
	Prêts	169 819	181 296		181 296
	Autres	4 738	39 339		39 339
	Immobilisations financières	178 059	224 136		224 136
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	16 111 089	45 285 090	27 955 118	17 329 972
	Stocks et en-Cours				
	Avances et acomptes versés sur commandes	102 067	93 330		93 330
CIRCULANT	Clients (familles, usagers)	141 361	393 561	274 663	118 898
	Personnel et organismes sociaux	37 111	36 778		36 778
	Etat et autres collectivités publiques	661 072	421 236		421 236
	Fédérations, unions, associations affiliées		636		636
	Autres	267 645	174 272		174 272
	Créances	1 107 190	1 026 483	274 663	751 820
	Placements : valeurs mobilières				
	Banques et assimilées	2 658 317	2 987 121		2 987 121
	Caisse	8	231		231
	Comptes financiers	2 658 325	2 987 352		2 987 352
	Charges constatées d'avance	165 294	163 028		163 028
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 032 875	4 270 194	274 663	3 995 531
= TOTAL ACTIF		20 143 964	49 555 284	28 229 781	21 325 503

(1) voir détail dans l'annexe



PASSIF

2023/2024

2024/2025

	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 589 220	1 589 220
	Fonds propres sans droit de reprise	1 589 220	1 589 220
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets		
	Autres		
	Réserves		
	Report à nouveau	7 115 668	7 640 468
	Excédent ou déficit de l'exercice	524 800	989 047
	<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>9 229 688</i>	<i>10 218 735</i>
	Subventions d'investissement	5 080 361	5 231 296
	Provisions réglementées et autres fonds propres		
	TOTAL FONDS PROPRES	14 310 049	15 450 032
FD	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	Provisions pour risques	42 716	42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	250 741	272 758
	Autres provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS	293 457	315 474
	Capital emprunté	4 310 596	3 907 753
	Autres emprunts et dettes financières	0	0
	Intérêts courus et concours bancaires	1 273	990
	Emprunts et dettes financières	4 311 869	3 908 743
	Avances et acomptes reçus	105 525	55 700
	Dettes sur immobilisations	233 483	657 532
	Fournisseurs et comptes rattachés	316 515	327 646
	Personnel et organismes sociaux	308 911	315 382
	Etat et autres collectivités publiques	12 425	6 681
	Clients (familles, usagers)	17 338	24 382
	Fédérations, unions, associations affiliées	38 147	38 786
	Autres	139 964	162 687
	Autres dettes	1 066 783	1 533 096
	Produits constatés d'avance	56 281	62 458
	TOTAL DETTES	5 540 458	5 559 998
=	TOTAL PASSIF	20 143 964	21 325 503

Selon le règlement ANC 2018-06

Compte de résultat réglementaire



Produits d'exploitation	2023/2024	2024/2025
Cotisations	33 653	42 698
Ventes de biens et services	6 032 510	6 443 939
• Ventes de biens	75 655	96 852
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
• Ventes de services	5 956 856	6 347 087
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	4 074 874	4 213 456
• Concours publics et subventions d'exploitation	4 041 717	4 199 713
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	33 157	13 744
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	115 221	40 593
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	166 862	20 981
Total des produits d'exploitation	10 423 121	10 761 667
Charges d'exploitation	2023/2024	2024/2025
Achats de marchandises	63 156	85 891
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 409 915	4 288 319
Aides financières	81 831	78 014
Impôts, taxes et versements assimilés	286 058	299 247
Salaires et traitements	2 675 849	2 712 840
Charges sociales	1 004 728	996 804
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 935 828	1 945 643
Dotations aux provisions		22 017
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	59 667	10 668
Total des charges d'exploitation	10 517 030	10 439 443
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-93 909	322 224
Opérations financières	2023/2024	2024/2025
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 507	2 473
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 868	36 151
Total des produits financiers	19 375	38 624
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	88 798	87 357
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	88 798	87 357
RÉSULTAT FINANCIER	-69 423	-48 733
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-163 332	273 491

Compte de résultat réglementaire



Opérations exceptionnelles	2023/2024	2024/2025
Sur opérations de gestion	11 763	29 557
Sur opérations en capital	677 895	700 763
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels	689 658	730 320
Sur opérations de gestion	1 325	14 013
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles	1 325	14 013
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	688 333	716 307
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	201	751
RÉSULTAT NET COMPTABLE	524 800	989 047

Selon le règlement ANC 2018-06

Contributions volontaires en nature	2023/2024	2024/2025
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		



I. Informations générales

1 - Identification de l'association

L'association "OGECE ESTRAN" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ; Restauration ; Hébergement ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 38 777 m²
- 82,3 équivalents temps plein salariés
- 238 personnels enseignants mis à disposition par l'Etat

2 - Faits marquants de l'exercice

Néant

3 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant

II. Principes, règles et méthodes comptables

1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/24 au 31/07/25.

2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

4 - Changements comptables

Néant



III. Notes sur le Bilan

1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).



5 - Fonds propres

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau », visible dans les colonnes « Augmentations » et « Diminutions ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

6 - Provisions

Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectué via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 3,6 %. Nous comptabilisons au 31/7/2025 une dotation de provision de 22 017,06 €.

Autres provisions :

Nous comptabilisons une provision pour dépréciation des comptes familles aux 31/07/2025 pour un montant de 49 336,54 € et une reprise de provision pour un montant de 30 636,73 €.

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

7 - Fonds dédiés

Les fonds sociaux ont été attribués aux familles au cours de l'exercice. Il n'y a pas de report de fonds dédiés au 31/7/2025.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

8 - Passifs éventuels

Néant



IV. Notes sur le compte de résultat

1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. Tableau n°10).

3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen ETP salarié pendant l'exercice est évalué à :

- Cadres : 9,1 salariés
- Agents de maîtrise : 17,6 salariés
- Employés : 53,6 salariés Apprentis : 2

5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	57 635	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	114 815	
Etat et collectivités		
Autres charges à payer	31 530	
Charges à payer	203 981	
Familles et usagers	-6 630	Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	153 133	
Produits à recevoir	146 503	
Charges constatées d'avance	163 028	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
Produits constatés d'avance	62 458	



7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. En ce qui concerne les charges exceptionnelles il s'agit essentiellement de régularisations de formation continue sur les années antérieures pour un montant de 11719,93 €. Les produits exceptionnels sont composés des quotes- parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat pour un montant de 558 760,21 €, des quotes- parts de taxe d'apprentissage pour un montant de 80 493,37 € ainsi que la quote-part de subvention Falloux virée au compte résultat pour un montant de 56 612 €. Nous comptabilisons également pour un montant de 18 377 ,74 € un rattrapage de forfait Etat 2023/2024 et pour un montant de 4897,25 € des reprises de véhicules et de métaux recyclés.

8 - Autres produits et charges

Néant

V. Autres informations

1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. **Tableau n°11** le cas échéant).

4 - Contributions volontaires en nature

Néant

5 - Autres informations significatives

Néant

6 - Honoraires des commissaires aux comptes

Ventilation des honoraires du 01/09/24 au 31/08/25.

TYPE DE PRESTATION	Valeur TTC
Certification des comptes	19 427,46 €
Autres prestations	- €
TOTAL GENERAL	19 427,46 €



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	186 279	47 713	44 841		189 151
Autres immobilisations incorporelles	41 493	4 080			45 573
Immobilisations incorporelles	227 772	51 793	44 841		234 724
Terrains (y compris aménagements de terrains)	631 577	10 320			641 897
Constructions et aménagements	34 922 458	340 141		821 767	36 084 366
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	4 409 198	288 637	12 953		4 684 882
Mobilier et matériel de bureau	289 747	36 636			326 384
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 350 365	184 997	71 271		1 464 090
Immobilisations corporelles en cours	289 791	2 156 587		-821 767	1 624 611
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	41 893 136	3 017 318	84 224		44 826 230
Participations et créances rattachées	3 049				3 049
Autres titres immobilisés	453				453
Prêts	169 819	11 477			181 296
Autres	4 738	34 601			39 339
Immobilisations financières	178 059	46 078			224 136

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	171 296	34 077	44 841		160 532
Autres immobilisations incorporelles	33 333	4 714			38 047
Immobilisations incorporelles	204 630	38 791	44 841		198 580
Terrains (y compris aménagements de terrains)	297 150	20 379			317 529
Constructions et aménagements	21 094 780	1 324 186			22 418 966
Installations techniques, matériel et outillage pédagog.	3 428 969	398 189	12 953		3 814 206
Mobilier et matériel de bureau	230 748	23 802			254 550
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	931 600	90 959	71 271		951 288
Immobilisations corporelles	25 983 248	1 857 515	84 224		27 756 539

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Comptes usagers (familles, élèves)	255 963	49 337	30 637	274 663
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Total	255 963	49 337	30 637	274 663
DOT.				
Dotations/reprises d'exploitation		49 337	30 637	
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				



Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées	3 049		3 049
Autres titres immobilisés	453		453
Prêts	181 296		181 296
Autres	39 339		39 339
Créances de l'actif immobilisé	224 136		224 136
Créances clients (familles, usagers)	393 561	393 561	
Créances personnel et organismes sociaux	36 778	36 778	
Créances Etat et autres collectivités publiques	421 236	421 236	
Autres créances	174 907	174 907	
Créances de l'actif circulant	1 026 483	1 026 483	
TOTAL CREANCES	1 250 619	1 026 483	224 136

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	3 907 753	619 528	1 625 368	1 662 856	
Autres emprunts et dettes assimilées	0			0	
Intérêts courus et concours bancaires	990	990			
Dettes financières	3 908 743	620 518	1 625 368	1 662 856	
Dettes fournisseurs	985 178	985 178			
Dettes personnel et organismes sociaux	315 382	315 382			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	6 681	6 681			
Autres dettes	225 855	225 855			
Autres dettes	1 533 096	1 533 096			
TOTAL DETTES	5 441 839	2 153 614	1 625 368	1 662 856	

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3



Tableau n°6 - Variation des fonds propres		Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires	1 589 220				1 589 220
	Fonds propres sans droit de reprise	1 589 220				1 589 220
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires					
	Fonds associatifs avec droit de reprise					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves pour projets					
	Autres			989 047	989 047	
	Réserves			989 047	989 047	
	Report à nouveau	7 115 668	524 800			7 640 468
	Excédent ou déficit de l'exercice	524 800	-524 800	989 047		989 047
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	9 229 688		1 978 095	989 047	10 218 735
	Subventions d'investissement	5 080 361		798 124	647 188	5 231 296
	Provisions réglementées et autres fonds propres					
= TOTAL FONDS PROPRES		14 310 049		2 776 218	1 636 235	15 450 032

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
SUBV.	Subventions d'investissement Région	10 501 331	628 920		11 130 252
	Subventions d'investissement Département	1 685 081	94 134		1 779 215
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	2 641 409	38 645	1 252 593	1 427 462
	Autres subventions d'investissement	0	36 424		36 424
	Total subventions d'investissement	14 827 821	798 124	1 252 593	14 373 352
AMORT.	Subventions d'investissement Région virées au résultat	6 188 733	487 419		6 676 152
	Subventions d'investissement Département virées au résultat	1 134 036	71 341		1 205 377
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	2 424 692	88 428	1 252 593	1 260 526
	Autres subventions d'investissement virées au résultat				0
	Total subventions d'investissement virées au résultat	9 747 461	647 188	1 252 593	9 142 056

Tableau n°7 bis - Retraitement des subventions d'investissement		A l'ouverture	Impact changement méthode ANC 2018-06		
		Montant nominal global (cptes 1026 et 1036)	Montant nominal global (cptes 131)	Quotes-parts antérieures reconstituées (cptes 110 et 139)	Montant restant à virer au résultat (cptes 131-139)
Subv. d'invest. affectées à des biens renouvelables					

Tableau n°8 - Mouvements des provisions		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.	Provisions pour risques	42 716			42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	250 741	22 017		272 758
	Autres provisions pour charges				
	Total	293 457	22 017		315 474
DOT.	Dotations/reprises d'exploitation		22 017		
	Dotations/reprises financières				
	Dotations/reprises exceptionnelles				



Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions		2023/2024	2024/2025
Aides à l'emploi et au développement des compétences		6 000	12 000
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP			
Financement des formations par apprentissage			
Forfait d'externat Etat		1 319 139	1 376 288
Forfait d'externat Région		1 462 020	1 493 422
Forfait d'externat Département		432 395	442 984
Forfait d'externat Communes et groupements de communes		616 540	641 006
Forfaits d'externat		3 830 095	3 953 700
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue			
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole			
Autres concours publics			
Sous-total concours publics		3 836 095	3 965 700
Subventions Etat		12 700	5 752
Subventions Région		127 611	123 242
Subventions Département		11 474	10 781
Subventions Communes et groupements de communes			
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne			
Autres subventions d'exploitation		53 838	94 238
Report de subventions			
Sous-total subventions d'exploitation		205 622	234 013
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		4 041 717	4 199 713

Tableau n°11 - Engagements pris en matière de crédit-bail	Redevances payées	
	2024/2025	Cumulées
Immobilier		
Matériels et équipements	23 431	
Autres immobilisations		
TOTAL	23 431	

	Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	≤ 1 an	> 1an et ≤ 5ans	> 5 ans	
Immobilier				
Matériels et équipements	14 574	30 698		45 272
Autres immobilisations				
TOTAL	14 574	30 698		45 272

Comparaison de coûts si acquisition en plein propriété	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		2024/2025	Cumulées	
Immobilier				
Matériels et équipements				
Autres immobilisations				
TOTAL				